Intégrer la "garantie économique générale" (Lordon) ou le "salaire à vie" (Friot) à notre programme communiste



Notre parti n'est pas à la pointe de la discussion sur le projet communiste, c'est le moins qu'on puisse dire ! Les discussions ont lieu en dehors du parti, autour des idées de Lordon et de Friot. Notamment sur la défense d'un statut qui permettrait à chacun·e de bénéficier d'un « salaire à vie » ou d'une « garantie économique générale » : un revenu qui ne dépendrait pas du travail concret de chacun·e, mais de la « qualification » attachée à la personne. C'est une perspective que chacun·e peut comprendre (le salaire à vie existe déjà pour les fonctionnaires et les retraités) et désirer : pouvoir vivre sans subir la précarité, sans que cela dépende du bon vouloir ou de l'évaluation d'un capitaliste ou d'une performance sur le marché.

Pour atteindre cet objectif, Friot et Lordon expliquent qu'il ne s'agit pas de verser une « allocation » ou un « revenu universel » sans toucher aux institutions capitalistes (marchés du travail, du crédit, etc.). Il faut construire de nouvelles institutions (communistes) permettant de produire autrement et de satisfaire les besoins sociaux : caisses d'investissement, de salaires, etc. qui permettent aux travailleurs/ses de diriger réellement l'économie et d'en finir avec la propriété capitaliste. Lordon parle de « communisme luxueux » pour en finir avec une vision simpliste et peu désirable d'un « communisme de caserne » où une planification centrale déciderait de tout, notamment de la place de chacun·e dans la division du travail et de ce qu'il ou elle doit consommer (avec l'image de tickets de rationnements avec lesquels chacun·e irait retirer ses produits dans de gigantesques entrepôts…). Nous devons au contraire expliquer que le communisme doit permettre à chacun·e « d'entreprendre », c'est--dire d'avoir les moyens de produire et d'exprimer sa puissance créatrice. Avec un revenu garanti, l'être humain ne serait pas « oisif », il ou elle aurait au contraire la possibilité de « bien travailler » et de s'épanouir pleinement en travaillant. Bien sur, il faudrait organiser la division du travail au-delà du jeu spontané des désirs d'activité de chacun·e. Pour satisfaire les besoins sociaux, nous devrions inciter les travailleurs/ses ayant une compétence rare à continuer à occuper leurs postes (par ex en accédant à un niveau de qualification élevé). Idem pour les travaux pénibles qui devraient permettre aux travailleurs/ses qui les occupent d'accéder à un niveau de qualification supérieur. Il faudrait aussi organiser, dans une certaine mesure, la rotation des postes.

À la différence de Friot, qui pense pouvoir mettre en place graduellement le salaire à

vie en grignotant sur le capitalisme, Lordon insiste sur la nécessité d'une révolution politique pour exproprier le capital et mettre en place la transformation des rapports de production à tous les niveaux. Il a raison mais ce que Lordon ne parvient pas à comprendre (en ce sens, il est devenu communiste, mais il n'est pas encore marxiste…), c'est que ce qui était possible après guerre (grandes avancées sociales comme la Sécu ou le statut de la fonction publique) ne l'est plus aujourd'hui pour des raisons économiques (et pas seulement politiques). Après guerre, le taux de profit était très élevé et permettait à la fois de financer une forte accumulation du capital et un développement des services publics. Aujourd'hui, le capitalisme est englué dans une crise de profitabilité qui rend impossible une extension de la Sécurité sociale, même avec un bon rapport de force ! L'alternative est entre la poursuite des politiques néolibérales d'aggravation de l'exploitation capitaliste et la rupture avec ce système.

Malgré leurs limites, Friot et Lordon sont des penseurs incontournables du communisme. Nous pensons que nous devons intégrer à notre projet politique la « garantie économique générale » ou le « salaire à vie » articulés à l'expropriation du capital par un gouvernement des travailleurs/ses. Pour beaucoup d'autres courants du NPA, il ne faudrait pas parler de la société communiste, ni des mesures concrètes qu'un gouvernement des travailleurs/ses mettraient en place car ce ne serait pas d'actualité. Nous pensons qu'il faut proposer des pistes plausibles qui permettent de populariser un « communisme luxueux » et d'envisager concrètement sa réalisation.

Gaston Lefranc;Maxime (comité Essonne), le 13 juin 2021